



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
LIMITÉE
E/ECA/LDCs.3/6
22 avril 1983
FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième réunion de la Conférence des
ministres des pays africains les moins
avancés

Addis Abeba, 25 et 26 avril 1983

RAPPORT DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS
DES PAYS AFRICAINS LES MOINS AVANCÉS SUR SA
DEUXIÈME RÉUNION

(Addis Abeba, 11-13 avril 1983)

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
A. Participation et organisation des travaux	1
B. Ordre du jour	1
C. Compte rendu des travaux	2
Admission de nouveaux membres au sein du groupe des pays les moins avancés (point 5 de l'ordre du jour).....	6
Examen de la situation économique et sociale, des problèmes rencontrés et des politiques appliquées dans les pays africains les moins avancés (point 6 de l'ordre du jour)	6
Mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés (point 7 de l'ordre du jour)	8
Mesures prises en vue d'une mobilisation efficace des ressources intérieures dans les Pays africains les moins avancés (point 8 de l'ordre du jour)	13
Examen des activités exécutées par la CEA en 1982-1983 et de son programme de travail pour la période 1984-1985 en faveur des pays africains les moins avancés (point 9 de l'ordre du jour)	16

ANNEXES:

- I. Project de résolution sur les mesures visant à
accélérer l'exécution du nouveau Programme substantiel
d'action en faveur des pays africains les moins avancés.
- II. Project de résolution sur la première série de réunions de
consultation a l'intention des pays africains les moins
avancés.

A. Participation et organisation des travaux

1. La deuxième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés s'est tenue à Addis Abeba (Ethiopie socialiste) du 11 au 13 avril 1983. La réunion a été ouverte le 11 avril 1983 à 16 heures par M. Taye Gulilat, Secrétaire général adjoint de la campagne révolutionnaire pour le développement national et du Conseil suprême de la planification centrale de l'Ethiopie socialiste. Une allocution d'ouverture a été prononcée par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M. Adebayo Adedeji.

2. Ont participé à la réunion les représentants des Etats membres suivants : Bénin, Burundi, Comores, Djibouti, Ethiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haute-Volta, Lesotho, Mali, Niger, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sierra Leone, Soudan, Tchad et Togo.

3. Ont également participé à la réunion des observateurs de la Côte-d'Ivoire, du Nigéria, de la Jamahiriya arabe libyenne, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

4. La réunion a élu le bureau suivant :

Président : M. Mersie Ejigu, Chef du département du programme et de la planification du Conseil suprême de la planification centrale de l'Ethiopie socialiste et membre suppléant du Comité central du COPWE

Vice-Président : M. Rugaravu Apollinaire, Directeur général de la planification du Rwanda

Rapporteur : S.E. M. Francis E. Karemo, Ambassadeur de la République de Sierra Leone

B. Ordre du jour

5. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion
2. Allocution du Secrétaire exécutif
3. Election du bureau
4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
5. Admission de nouveaux membres au sein des pays les moins avancés
6. Examen de la situation économique et sociale, des principaux problèmes rencontrés et des politiques appliquées dans les pays africains les moins avancés.

- i) Situation d'ensemble des pays africains les moins avancés et examen des politiques en cours dans les pays africains les moins avancés;

- ii) Examen de la situation économique, des problèmes et des perspectives de chaque pays.
- 7. Mise en œuvre du nouveau Programme substantiel d'action (NPSA) dans les pays africains les moins avancés
 - i) La préparation et l'organisation des réunions de consultation des pays
 - ii) tendances et perspectives du volume et des modalités de l'aide dans le cadre du NPSA
 - iii) Mesures internes nécessaires à la bonne exécution du NPSA
 - iv) Processus global de suivi du NPSA
- 8. Mesures en vue d'une mobilisation efficace des ressources intérieures dans les pays africains les moins avancés.
- 9. Examen des activités de la CEA en 1982-1983 et de son programme de travail pour 1984-1985 en faveur des pays africains les moins avancés.
- 10. Adoption du rapport et clôture de la réunion.

C. Compte rendu des travaux

Allocution d'ouverture

6. Dans son allocution d'ouverture, M. Taye Gulilat, Secrétaire général adjoint de la Campagne révolutionnaire de développement national et du Conseil suprême de la planification centrale de l'Ethiopie socialiste, a tout d'abord, au nom de son pays, souhaité la bienvenue aux participants. Il a déclaré que, depuis l'adoption du nouveau Programme substantiel d'action, les flux internationaux de ressources en direction des pays africains les moins avancés avaient diminué de volume et qu'il n'y avait eu aucune amélioration des modalités de l'aide. C'était d'ailleurs ce qu'avaient annoncé les bailleurs de fonds lors de la réunion des institutions de financement bilatérales et multilatérales avec les pays les moins avancés, convoquée par la CNUCED en octobre 1982. La tendance à la baisse de l'aide publique bilatérale au développement ainsi que la réduction brutale des contributions des principaux donateurs aux institutions multilatérales de financement et de développement comme la Banque mondiale et le PNUD avaient créé un déficit par rapport au montant nécessaire pour l'exécution des programmes et projets retenus dans le cadre du NPSA. M. Taye a également déclaré que les tendances à la récession dans les pays développés avaient provoqué un rétrécissement du marché des produits primaires et avait eu par conséquent des répercussions défavorables sur la capacité d'exportation des pays africains les moins avancés qui dépendaient essentiellement de l'exportation d'un ou de deux produits de base.

7. Compte tenu des ces sombres perspectives en matière de flux internationaux, M. Teye a souligné la nécessité pour la réunion de se pencher sérieusement sur la question et de faire des recommandations en vue de la mobilisation de ressources intérieures, non seulement à cause de l'incertitude pesant sur les ressources extérieures mais également du fait que la solution du problème du développement dépend des pays africains les moins avancés eux-mêmes et qu'ils doivent donc appliquer des politiques intérieures appropriées en vue de la mobilisation de ressources. M. Teye a, pour terminer, informé la réunion des résultats encourageants des diverses mesures prises par le Gouvernement éthiopien pour mobiliser des ressources financières et matérielles en vue du développement et a prié le Comité de procéder à un échange d'informations et de données d'expérience dans le but d'élaborer des recommandations concrètes qui seraient soumises à la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés.

8. Dans sa déclaration d'ouverture, le Secrétaire exécutif de la CEA, M. Adebayo Adedeji, a remercié M. Teye Gulilat, Secrétaire général adjoint de la Campagne révolutionnaire de développement national et du Conseil suprême de la planification centrale de l'Ethiopie socialiste et, par son intermédiaire, le Gouvernement et le peuple éthiopiens. Il a souligné que la deuxième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés coïncidait avec les célébrations du vingt-cinquième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique et de son secrétariat dont le point culminant serait la session du vingt-cinquième anniversaire, et qu'un certain nombre de Chefs d'Etat et de gouvernement africains avaient été invités à participer à cette session qui serait consacrée à un examen des activités de la Commission pour le développement économique et social des pays africains au cours des 25 dernières années.

9. Au nom de la Commission, de son secrétariat et du Comité intergouvernemental d'experts, le Secrétaire exécutif a également souhaité la bienvenue aux cinq pays africains - à savoir Djibouti, la Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe, la Sierra Leone et le Togo - qui avaient été inscrits sur la liste des pays les moins avancés par l'Assemblée générale des Nations Unies par sa résolution 37/133 adoptée lors de sa trente-septième session. Il a expliqué que les limites du PIB par habitant, qui constituait l'un des critères pour l'admission sur cette liste, avaient été révisées par le Comité de la planification du développement de l'Organisation des Nations Unies, et était fixées actuellement à 285 dollars et 340 dollars aux prix moyen pour la période 1977-1979. C'était sur la base de ce critère ainsi révisé et des informations techniques fournies par le secrétariat de la CEA, en particulier les chiffres du PIB et d'autres indicateurs socio-économiques et financiers importants, que les cinq pays africains susnommés avaient été inscrits sur la liste des pays les moins avancés. Le Secrétaire exécutif a déclaré que l'accroissement du nombre des pays africains les moins avancés reflétait malheureusement la détérioration de la situation économique et sociale en Afrique depuis le lancement de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, lors de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Secrétariat de la CEA

constatait avec regret l'accroissement du nombre des pays moins avancés en Afrique et continuerait de mettre tout en oeuvre pour étudier les conditions économiques et sociales dans les pays africains en vue d'aider les Etats membres de la Commission à prendre les mesures de politique intérieure appropriées, dans le cadre de la transformation nécessaire de la structure de leurs économies, pour parvenir à une croissance autonome et soutenue conformément à la stratégie de Monrovia et au Plan d'action de Lagos.

10. Passant à la première question de fond inscrite à l'ordre du jour du Comité, l'examen de la situation économique et sociale, des problèmes rencontrés et des politiques appliquées dans les pays africains les moins avancés au cours duquel seraient examinés l'évolution globale de l'économie de ces pays et de la situation économique particulière de chacun d'entre eux, les politiques intérieures et les problèmes rencontrés au cours de la biennie 1981-1982, le Secrétaire exécutif a noté que l'enquête indiquait une stagnation de la croissance globale des pays africains les moins avancés avec un taux de croissance annuel du PIB d'environ 3,5 p. 100 pour la période 1981-1982. Il a déclaré que malgré les disparités des résultats obtenus par les divers pays dans le secteur agricole, ce dernier enregistrait un taux de croissance annuel global de 2,3 p. 100 par contraste avec une baisse considérable de la production du secteur manufacturier imputable à la pénurie de devises pour l'achat des moyens de production essentiels et des pièces détachées, aux problèmes de plus en plus aigus d'entretien et au fait que les capacités des installations industrielles sont de plus en plus sous-utilisées dans les pays africains les moins avancés. Il a félicité les gouvernements des pays africains les moins avancés qui avaient élaboré une série de politiques relatives aux investissements, aux finances publiques, à la promotion des exportations, aux prix et aux taux de change ayant abouti à des améliorations substantielles dans des domaines tels que la mobilisation efficace des ressources intérieures pour l'investissement, la modernisation des industries existantes, le renforcement des capacités de production du secteur agricole et l'accroissement de la production agricole.

11. En ce qui concerne la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action, le Secrétaire exécutif a félicité les gouvernements des pays africains les moins avancés des efforts qu'ils avaient déployés et du sérieux avec lequel ils avaient préparé et organisé leurs réunions de consultation respectives, et a rendu hommage aux organismes chef de file, le PNUD et la Banque mondiale, pour leur contribution précieuse à la préparation des réunions de consultation, dans le cadre de l'assistance technique et financière. Toutefois, il a appelé l'attention du Comité sur la nécessité de procéder à un nouvel examen de certaines questions pertinentes en vue d'une application plus efficace du nouveau Programme substantiel d'action. Il a précisé qu'il convenait, tout d'abord, que les études de projet faites par les pays africains les moins avancés soient plus détaillées afin de permettre aux bailleurs de fonds de s'engager de façon plus concrète à financer des projets déterminés. Deuxièmement, les rapports des réunions de consultations devraient indiquer nettement les engagements des différents bailleurs de fonds afin de permettre aux pays bénéficiaires d'adopter, en meilleure connaissance de cause, un calendrier

précis pour l'exécution de leurs programmes. Troisièmement, il convenait que les pays africains les moins avancés spécifient les éléments multinationaux ou sous-régionaux des programmes des pays car cela pouvait se révéler d'une importance cruciale pour les organismes de financement multilatéral envisageant de financer ces programmes et projets. Enfin, le Secrétaire exécutif a souligné la nécessité de procéder à un échange d'informations sur les mécanismes chargés d'assurer, au niveau national, le suivi des réunions de consultation, et de s'entendre sur les dates auxquelles devraient se tenir ces réunions afin d'assurer la participation des principaux bailleurs de fonds aux différentes réunions.

12. Le Secrétaire exécutif a fait observer que le volume des ressources internationales mises à la disposition des pays africains les moins avancés n'avait pas sensiblement augmenté en 1981 et 1982 et que les perspectives qui s'offraient pour les années 80 n'étaient guère brillantes, en raison de la diminution très substantielle de l'aide publique au développement provenant des pourvoyeurs d'aide bilatérale et multilatérale, notamment des pays de l'OCDE. Cette évolution avait de graves incidences sur la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés, en raison de la dépendance excessive de ce groupe de pays envers des sources extérieures de financement pour l'application de leurs programmes de financement à moyen terme adoptés dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action. Compte tenu de ce qui précède, le Secrétaire exécutif a invité les participants à examiner les incidences de cette évolution et à formuler les recommandations appropriées à l'intention de la Conférence des ministres des pays les moins avancés en vue de la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devant se tenir prochainement. Il a déclaré que c'était dans ce contexte d'incertitude du niveau des ressources internationales affectées aux pays africains les moins avancés que le secrétariat avait effectué et soumis à l'examen du Comité une étude sur les mesures propres à assurer la mobilisation efficace des ressources intérieures dans les pays africains les moins avancés et il a mis l'accent sur les caractéristiques principales de ce document qui comportait une évaluation de la structure socio-économique de ce groupe de pays et proposait un cadre conceptuel pour la mobilisation des ressources intérieures.

13. Pour terminer le Secrétaire exécutif a brièvement mentionné les principaux aspects des activités menées par la CEA au cours de la période 1982-1983 et de son programme de travail 1984-1985 pour les pays africains les moins avancés et a demandé au Comité de les examiner et de faire des recommandations appropriées, qui tiennent compte des priorités et des besoins de ce groupe de pays dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action.

14. Dans une brève allocution le Président sortant, M. Mamadou Ba, Ambassadeur de la République populaire révolutionnaire de Guinée a, au nom des pays africains les moins avancés, souhaité à cinq pays à savoir Djibouti, la Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe, la Sierra Leone et le Togo, la bienvenue parmi les groupes des pays les moins avancés. Il a ensuite souligné que les

pays africains les moins avancés auraient désormais plus d'influence dans les négociations internationales et a instamment prié les organismes du système des Nations Unies en particulier le PNUD, la Banque mondiale et la CEA d'aider ce groupe de pays à organiser leur réunions de consultation. M. Ba a, pour terminer, félicité le secrétariat de la CEA d'avoir, de manière continue, suivi l'évolution de la situation et des perspectives économiques dans les pays africains, ce qui avait permis au Comité de la planification du développement de l'ONU de proposer d'ajouter les cinq pays africains ci-dessus mentionnés à la liste des PMA.

Admission de nouveaux membres au sein du groupe des pays les moins avancés (point 5 de l'ordre du jour)

15. Le Président, M. Mersie Ejigu, Chef du Département du programme et de la planification du Conseil suprême de la planification centrale de l'Ethiopie socialiste et membre suppléant du Comité central du COPWE, a officiellement souhaité la bienvenue aux cinq nouveaux pays africains, à savoir Djibouti, la Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe, la Sierra Leone, et le Togo, au sein du groupe des PMA et a déclaré que l'augmentation du nombre des pays africains les moins avancés renforcerait le pouvoir de négociation du groupe dans les instances internationales. Toutefois cet élargissement du groupe illustre la détérioration de la situation économique des pays africains.

Examen de la situation économique et sociale, des problèmes rencontrés et des politiques appliquées dans les pays africains les moins avancés (point 6 de l'ordre du jour)

16. Un représentant du secrétariat présentant le document E/ECA/LDCs.3/2, a d'abord brièvement analysé l'évolution générale de la situation dans les pays africains les moins avancés.

17. Il a indiqué que les économies des pays africains les moins avancés avaient vu s'accroître la tendance à la stagnation amorcée au cours des années 1970 : en effet leur taux de croissance qui n'était alors que de 3,2 p. 100 environ par an n'était passé qu'à une moyenne annuelle de 3,6 p. 100 de 1980 à 1982. Ces faibles performances étaient imputables aux insuffisances structurelles des économies des pays en question. Ces économies étaient essentiellement agricoles et elles avaient souvent souffert des aléas climatiques (cycles de sécheresse) et de la baisse des cours mondiaux des matières premières agricoles. Pour les pays ayant d'importantes ressources minières, la production était restée souvent centrée sur un seul produit dont la fixation du prix leur échappait.

18. Le représentant du secrétariat a également mentionné que les coûts élevés des infrastructures d'appui que nécessite l'exploitation des ressources nationales avaient aggravé la situation des finances publiques et le déficit

de la balance des paiements. C'est ainsi que les pays africains les moins avancés restaient encore largement tributaires des sources de financement extérieures.

19. Les politiques d'ajustement lancées par les pays africains les moins avancés, comprenaient notamment :

- a) des réformes agraires et une réforme des régimes fonciers;
- b) l'augmentation des prix aux producteurs, la restructuration des circuits de distribution et des mesures visant à assurer une plus grande compétitivité aux produits locaux.
- c) la création de structures de soutien aux secteurs de production notamment dans les zones rurales qui fournissent 44 p. 100 du total de la valeur ajoutée et 78 p. 100 de la population active; c'est ainsi que la plupart des PMA africains ont créé des caisses de crédit agricole, des fonds de stabilisation des prix et des banques pour le développement agricole et industriel.
- d) le contrôle des budgets ordinaires et des budgets d'équipement
- e) le soutien à la balance des paiements, notamment par la promotion des exportations et la limitation des importations.

20. Les PMA avaient presque tous souffert de :

- a) la vétusté du capital productif et du coût des transferts de technologie
- b) l'enclavement, qui expliquait qu'en moyenne 26 p. 100 des investissements publics étaient consacrés aux infrastructures socio-économiques
- c) l'insuffisance de la production vivrière qui n'avait crû que de 2,3 p. 100 pour un taux de croissance démographique de 2,8 p. 100 par an
- d) l'importance excessive du secteur public.

21. Les PMA africains avaient bénéficié des effets stabilisateurs des programmes d'ajustement financier (avec l'assistance du PMI et de la Banque mondiale) et des programmes de remise en état des secteurs de production. Toutefois ces mesures avaient souvent eu des conséquences sociales graves.

22. Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont félicité le secrétariat pour le document présenté. La plupart des participants ont approuvé les principaux points abordés dans le document, en particulier la description des caractéristiques des pays africains les moins avancés, et des politiques intérieures appliquées dans ces pays ainsi que les mesures devant permettre de stabiliser leurs économies et de stimuler leur croissance économique.

23. L'un des participants a indiqué que le développement et l'amélioration du système de transport étaient d'une importance cruciale pour l'essor du commerce extérieur. A cet égard, il a plaidé en faveur de l'adoption de mesures appropriées et efficaces pour stimuler les exportations et améliorer leur compétitivité malgré l'imposition de contingentements et l'adoption de politiques protectionnistes par les pays développés.

24. Les participants ont souligné que la dévaluation n'avait pas eu les effets escomptés dans la plupart des pays en développement, en particulier au sein du groupe des pays les moins avancés, en raison de la rigidité liée à la production et à la structure des prix, mais qu'elle s'était traduite par une hausse de l'inflation et un accroissement du chômage. Ils ont également signalé la nécessité de réduire la dépendance à l'égard de l'aide extérieure et d'adopter des mesures permettant d'aboutir progressivement à un développement autonome.

25. L'un des participants a attiré l'attention sur l'importance des politiques fiscales. Il a en particulier souligné l'importance de la réduction des importations privées et publiques, qui lui paraissait indispensable pour redresser et améliorer la situation budgétaire. Un autre participant a souligné la nécessité de mettre en évidence les problèmes de la balance des paiements dans les pays africains les moins avancés.

26. Plusieurs participants ont fait un compte rendu succinct des résultats obtenus dans leur pays respectifs. Certains ont souligné l'exactitude des études économiques sur les divers pays, tandis que d'autres attiraient l'attention du secrétariat sur la nécessité de mettre à jour les statistiques et de tenir compte des politiques qui ont été élaborées en 1982.

Mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés (point 7 de l'ordre du jour)

27. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/LDCs.3/3 intitulé "Mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés : questions à examiner". Plus de 18 mois s'étaient écoulés depuis l'adoption, par la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, du nouveau Programme substantiel d'action et le secrétariat avait établi ce document pour servir de base aux discussions qui permettraient aux pays intéressés de procéder à un échange de données d'expérience et de formuler des recommandations. Ce document comportait essentiellement trois parties : a) les principaux éléments du nouveau Programme substantiel d'action et les progrès réalisés dans son exécution, b) l'examen des préparatifs, de l'organisation et du suivi des réunions de consultation; c) l'examen de l'évolution et des perspectives de l'assistance accordée dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action (volume et conditions).

28. Le représentant du secrétariat a rappelé les recommandations du nouveau Programme substantiel d'action en ce qui concerne les mesures économiques devant être adoptées, sur le plan national, par les pays les moins avancés au cours des années 80, l'appui devant être accordé par la communauté internationale, notamment l'objectif consistant à ce que les pays industrialisés consacrent 0,15 p. 100 de leur PNB à l'assistance aux pays les moins avancés et l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action aux niveaux national, régional et mondial. Des progrès avaient été réalisés en ce qui concerne les préparatifs des réunions consultatives et l'organisation d'autres réunions telles que celles de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés, à Tripoli en 1982, et maintenant à Addis Abeba, et la deuxième réunion des organismes d'assistance financière bilatérale et multilatérale avec les pays les moins développés, réunie à Genève. Une première évaluation de ces activités avait abouti à certaines conclusions qui méritaient de retenir l'attention du Comité, à savoir : i) le caractère plutôt vague des communiqués concernant les annonces de contribution publiés à l'issue de tables rondes, ii) la nécessité de procéder à des études de projet plus approfondies, iii) la nécessité de mettre en place des mécanismes nationaux de suivi des réunions de consultation, iv) la nécessité d'associer le secrétariat de la CEA aux préparatifs, à l'organisation et au suivi de ces réunions dans le but d'augmenter l'efficacité du suivi aux niveaux régional et mondial, v) la nécessité de mettre davantage l'accent sur les projets sous-régionaux, vi) la nécessité d'éviter d'avoir un trop grand nombre de réunions au cours du deuxième semestre ou du dernier trimestre de 1983, vii) les perspectives peu encourageantes en ce qui concerne le volume de l'aide et ses modalités, viii) la nécessité pour les pays africains les moins avancés de procéder à une réévaluation de leurs programmes, afin que les projets prioritaires soient essentiellement financés à l'aide des ressources nationales.

29. Le représentant de la CNUCED a commencé par évoquer les relations amicales de coopération en faveur des pays les moins avancés qui existaient entre le secrétariat de la CEA et la CNUCED. Il a ensuite souhaité la bienvenue aux cinq nouveaux pays ayant été ajoutés à la liste des pays les moins avancés. Il a fait observer que le secrétariat de la CNUCED prenait toutes les dispositions nécessaires en vue de s'acquitter du mandat qu'il avait reçu dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action. Il avait établi le premier rapport intérimaire (document A/37/197) qui avait été présenté à l'Assemblée générale à sa trente-septième session, et s'est occupé maintenant du lancement de la Série de données de base présentant une mise à jour des principaux indicateurs socio-économiques relatifs aux PMA, et de la convocation de la deuxième réunion des organismes d'assistance financière et technique multilatérale et bilatérale avec les représentants des pays les moins avancés. La CNUCED, en collaboration avec les organismes du système des Nations Unies, mettait actuellement au point des informations actualisées sur la situation dans l'ensemble des pays les moins avancés. La CNUCED était également

en train d'effectuer des études approfondies sur les progrès réalisés en matière de mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action et les questions de politique générale s'y rapportant. A cet égard, le représentant à la CNUCED a indiqué que le directeur du développement et de la coopération économique internationale veillait à ce que tous les organismes des Nations Unies participent pleinement à cette tâche.

30. Il a informé les participants que le point 12 de l'ordre du jour de la sixième session de la CNUCED (Belgrade, 6-30 juin 1983) concernerait les progrès réalisés en matière de mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés. Il a ensuite brièvement évoqué le contenu du document TD/276 qui donnait un aperçu de la situation économique générale dans les pays les moins avancés, notamment en ce qui concerne l'évolution des différents secteurs, et faisait état de certaines activités entreprises par les gouvernements des pays les moins avancés en vue de la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action, les mesures internationales d'appui nécessaires à la réalisation des objectifs du nouveau Programme substantiel d'action, les modalités pratiques de suivi et de contrôle du nouveau Programme substantiel d'action à tous les niveaux, ainsi que des recommandations précises en ce qui concerne l'assistance financière, les pratiques commerciales internationales et la CEPD. Il ressortait des estimations faites par le secrétariat de la CNUCED que l'assistance financière nécessaire aux pays les moins avancés pour la réalisation du taux d'accroissement de 7,2 p. 100 indiqué dans le nouveau Programme substantiel d'action s'élèverait, en 1985, à 14,1 milliards de dollars, tandis que les engagements financiers pris par les différents bailleurs de fonds à Paris et ailleurs indiquaient que le volume d'assistance en faveur des pays les moins avancés ne serait que de 8,1 milliards de dollars, ce qui laissait un solde de 6 milliards de dollars. Dans ce document, on préconisait une amélioration et une simplification des méthodes et des pratiques adoptées en matière d'assistance et de gestion, afin que cette assistance soit plus efficace et plus compatible avec les besoins des pays les moins avancés. Il a été également proposé certaines mesures commerciales d'ordre général.

31. De nombreuses délégations ont souligné l'importance de ce point de l'ordre du jour et ont remercié le secrétariat de la CEA et le représentant de la CNUCED d'avoir incorporé dans ce document un certain nombre de questions qui étaient d'une importance cruciale pour la mise en oeuvre effective du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés. A ce sujet, les représentants des pays ayant déjà organisé leurs réunions de consultation ont fourni des renseignements détaillés sur les problèmes rencontrés lors des préparatifs et de l'organisation de ces réunions ainsi qu'une évaluation des résultats auxquels elles avaient abouti, afin d'aider à l'élaboration de mesures en vue d'augmenter l'efficacité des prochaines réunions de consultation.

32. En général, les tables rondes organisées jusqu'ici à la suite de la Conférence de Paris ont été jugées encourageantes. Toutefois les engagements financiers pris par les pays et organismes donateurs n'étaient pas entièrement conformes aux dispositions du nouveau Programme substantiel d'action. Il a été également noté qu'un certain pays avait mis en place des mécanismes nationaux de suivi tels que des commissions interministérielles, des mécanismes d'exécution des plans comportant des comités chargés de s'occuper spécialement des domaines de projets prioritaires. D'autre part des réunions consultatives avec les bailleurs de fonds, organisées tous les trois mois avaient été instituées en tant que partie intégrante des mécanismes nationaux de suivi.

33. En ce qui concerne les problèmes rencontrés lors des préparatifs et de l'organisation des réunions de consultation, il a été noté que, dans certains cas, il s'était révélé difficile de concilier les documents des réunions de consultation et les plans de développement national, les documents des réunions de consultation devant être présentés aux bailleurs de fonds longtemps à l'avance. L'élaboration de projets détaillés a été également signalée comme étant l'un des principaux problèmes rencontrés par les pays qui avaient jusqu'ici organisé des réunions de consultation. Il a été souligné que les PMA ne disposaient généralement pas des ressources nécessaires pour effectuer des études de projet détaillées.

34. Les représentants de pays qui étaient en train de préparer leurs réunions de consultation, ont également fait part de leur expérience et ont mentionné, lorsqu'il y avait lieu, des modifications du calendrier de leurs réunions de consultation en raison de la réaction peu enthousiaste des donateurs potentiels pressentis. Il a également été rapporté que certains pays éprouvaient des difficultés à mettre au point des documents de table ronde, en raison de divergences dans l'évaluation globale de l'importance des programmes d'investissement par certains organismes chefs de file. D'autres pays ont également informé la réunion des difficultés qu'ils rencontraient pour effectuer des études de faisabilité de projets. Un pays estimait que sa participation aux réunions de consultation de pays les moins avancés voisins avait été fort utile.

35. Le représentant du PNUD a noté l'importance des problèmes soulevés dans le document de la CEA sur l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés, en particulier dans les paragraphes 17, 18, 19 et 21. Il convenait que le Comité examine ces problèmes de façon beaucoup plus attentive et approfondie. En ce qui concernait la convocation des réunions de consultation pour les pays qui n'en avaient pas tenu, il a recommandé aux participants à la réunion de tenir dûment compte du fait que ces réunions de consultation au cours se chevaucheraient probablement si l'on ne modifiait pas le calendrier établi et si elles avaient toutes lieu, par conséquent au cours du second semestre de 1983. En ce qui concernait les demandes d'accroissement de l'aide publique au développement pour les PMA, il a fait observer que certains des pays et institutions bailleurs de fonds insistaient de plus en plus sur la nécessité d'optimiser l'utilisation des ressources allouées aux pays les moins avancés plutôt que sur l'accroissement du volume de ces ressources.

Il en résultait que les PMA devaient accroître leurs efforts en vue d'une mobilisation plus efficace des ressources intérieures, d'une meilleure gestion des ressources externes et d'une amélioration considérable de la gestion globale de l'économie.

36. Au cours de la discussion portant sur l'évolution du volume et des modalités de l'aide, beaucoup de participants ont exprimé leur préoccupation en ce qui concerne les perspectives de réalisation des objectifs définis à la Conférence de Paris, à savoir que les pays industrialisés consacrent 0,15 p. 100 de leur PNB à l'assistance aux pays les moins avancés ou doublent cette assistance d'ici 1985. Certains participants ont fait observer que l'exécution des plans de développement des PMA et du nouveau Programme substantiel d'action risquaient d'en souffrir. En effet, certains participants ont fait part de leur appréhension quant à la volonté des donateurs d'assister les pays les moins avancés, étant donné que dans certains cas, les donateurs paraissaient ne pas faire confiance aux pays bénéficiaires. Il était de ce fait souvent très difficile de définir les critères, les conditions et les termes de l'aide. A cet égard, les participants ont fait ressortir que les critères d'octroi de l'aide devraient être apolitiques pour garantir une assistance à tous les pays en faisant abstraction de leurs positions idéologiques, religieuses et culturelles. Les donateurs devraient également tenir compte des priorités des programmes de chacun des pays les moins avancés pour déterminer leurs projets d'aide. Les donateurs devraient aussi être pleinement informés des priorités des divers pays les moins avancés.

37. Tout au long des débats, les participants ont mis l'accent sur certaines questions nécessitant une attention particulière de la part de la Conférence des ministres. Premièrement, ils ont fortement préconisé que les gouvernements procèdent, avant d'organiser des réunions de consultation, à un examen approfondi des résultats escomptés et, à l'issue de chaque réunion, à une étude rétrospective des résultats obtenus. A l'origine, ces réunions de consultation étaient organisées en vue d'atteindre des décisions concrètes sur les programmes de développement avec des engagements précis, assortis, il est vrai, de certaines conditions. Toutefois, l'expérience avait montré que ces réunions de consultation avaient de plus en plus tendance à ressembler à des séminaires.

38. Deuxièmement, les participants ont fermement souligné la nécessité de tenir des consultations de haut niveau sur la possibilité de modifier le calendrier des réunions de consultation en vue notamment, d'assurer une représentation compétente à toutes ces réunions. Il a été noté en effet que si plusieurs réunions de consultation avaient lieu au cours de la même période, le même donateur ne pouvait pas être représenté de manière adéquate à toutes les réunions. D'autre part, l'opinion a été émise qu'il pourrait être nécessaire de réexaminer la recommandation figurant au paragraphe 114 du nouveau Programme substantiel d'action et tendant à ce que la

première série de réunions de consultation ait lieu avant la fin de 1983. Cela s'imposait notamment compte tenu de l'accroissement du nombre des pays africains les moins avancés qui devaient encore organiser leurs réunions de consultation pendant les huit mois restants.

39. Toisièmement, les participants ont réitéré l'importance de la coordination entre les PMA eux-mêmes ainsi qu'au sein du système des Nations Unies en vue d'une utilisation efficace des compétences existant dans les diverses institutions y compris le secrétariat de la CEA. Ils ont attiré particulièrement l'attention de la réunion sur le nombre croissant des demandes présentées au secrétariat en vue de s'assurer son assistance en ce qui concerne les aspects techniques des réunions de consultation. Les participants ont donc estimé qu'il faudrait mettre à la disposition de la CEA les fonds supplémentaires nécessaires pour lui permettre de fournir son assistance en la matière. Il a été également proposé que le secrétariat de la CEA, en collaboration avec les organismes directeurs, aide, à leur demande, les pays les moins avancés à établir un mécanisme chargé du suivi des engagements financiers pris au cours des différentes réunions de consultation, à effectuer des études sur le volume de l'aide dont ils bénéficient, et à convoquer des réunions auxquelles devaient participer les principaux pays et organismes donateurs. Les participants sont convenus de formuler des recommandations et des résolutions portant spécifiquement sur les questions susmentionnées en vue de leur examen par la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés et, partant, par la sixième session de la CNUCED devant se tenir à Belgrade en juin 1983.

Mesures prises en vue d'une mobilisation efficace des ressources intérieures dans les Pays africains les moins avancés (point 8 de l'ordre du jour)

40. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/LDCs.3/4 intitulé "Mesures prises en vue d'une mobilisation efficace des ressources intérieures dans les pays africains les moins avancés" qui fait partie d'une série d'études sur la situation particulière des économies des pays africains les moins avancés. Il a déclaré que c'était dans un contexte de structure déséquilibrée des marchés monétaires internationaux (en particulier le recyclage des pétrodollars excédentaires par les grandes banques commerciales sous forme de crédits à court et à moyen terme assortis d'intérêts élevés), d'une tendance à la baisse du flux des ressources internationales, en particulier des ressources financières de sources bilatérales et multilatérales accordées à des conditions de faveur, alors que l'aide publique au développement stagnait, selon les estimations, à 0,36 p. 100 du PIB des donateurs au cours de la période 1981-1985, et de toute une situation socio-économique difficile dans les pays africains les moins avancés que le secrétariat de la CEA avait établi le document, où l'on étudiait diverses mesures pratiques destinées à accroître le niveau des ressources intérieures (humaines, naturelles, financières, institutionnelles, culturelles, etc.) et à promouvoir leur allocation rationnelle et leur utilisation judicieuse qui permettraient de financer les programmes et projets de développement dans le contexte du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays africains les moins avancés au cours des années 80.

41. De façon générale, les mesures appropriées ci-après sont recommandées dans l'étude pour accroître le niveau des ressources intérieures : élargissement de l'assiette de l'impôt par l'imposition intensive des excédents agricoles, des fortunes et des propriétés, des gains en capital, des donations, des biens immobiliers, des successions, etc.; réinvestissement des bénéfices des entreprises publiques pour développer et accroître les capacités de production; recours aux emprunts publics par le biais d'émission de titres, d'obligations, et de certificats, l'Etat s'adressant à des banques, des entreprises et des individus; création et installation en des lieux stratégiques d'institutions de financement orientées vers le développement, telles que les banques agricoles et industrielles et les banques d'épargne, etc. en vue d'amener une plus grande partie de la population à épargner; création d'institutions technologiques et d'élaboration de projets en vue de renforcer les capacités intérieures et de réduire la dépendance des pays africains les moins avancés vis-à-vis des importations de services qui constituent une importante source d'hémorragie de capitaux pour les pays africains et la promotion de coentreprises entre les Etats africains pour la mise en valeur et l'exploitation des ressources naturelles.

42. S'agissant de l'allocation rationnelle et de l'utilisation judicieuse des ressources intérieures, le représentant du secrétariat a déclaré qu'elles relevaient de la responsabilité de chacun des pays africains les moins avancés puisque l'allocation optimale des ressources dépendait des objectifs nationaux de développement global, des priorités sectorielles ainsi que des choix de programmes et de projets dans chaque secteur. Toutefois, il a souligné qu'il était important de mettre en place et au besoin de renforcer les mécanismes institutionnels nationaux appropriés tels que les institutions de financement en vue de susciter un taux d'épargne plus élevé, de promouvoir la gestion efficace de l'épargne actuelle et de rassembler les excédents de liquidités de la population pour les investir dans des secteurs productifs, de mettre en place des institutions d'élaboration de projets chargées d'identifier systématiquement, de préparer et d'évaluer des programmes et projets de développement, réorientant ainsi vers d'autres activités de développement des fonds qui autrement auraient été utilisés pour payer les services consultatifs d'experts étrangers; il était également important de créer des institutions nationales chargées de formuler les politiques en matière de technologie, y compris la prestation de services d'ingénierie et de conception, d'évaluer et de négocier les contrats, de choisir les techniques appropriées, de négocier le transfert non global de technologie et d'adapter la technologie importée, d'évaluer les techniques de rechange disponibles etc., activités qui avaient été jusqu'à présent toutes assurées par des institutions non africaines. Le représentant du secrétariat a enfin souligné la nécessité de promouvoir des entreprises multinationales pour assurer la mise en valeur et l'exploitation des ressources, les consultations industrielles entre les pays et au niveau sous-régional et la mise en place de mécanismes appropriés pour conseiller les pays en matière de politiques et de stratégies régionales propres à renforcer la coopération entre les Etats de la région.

43. Plusieurs participants ont félicité le Secrétariat pour avoir soulevé dans le document des questions pertinentes qui sont au coeur des problèmes de développement des pays africains les moins avancés. Ils ont particulièrement insisté sur le fait que le développement ne peut être amorcé et entretenu qu'à partir d'une mobilisation de toutes les ressources nationales. D'autre part ils ont présenté des observations et des suggestions au sujet des mesures pratiques proposées par le secrétariat.

44. Devant les pressions fiscales déjà assez fortes et la faiblesse du niveau de l'épargne intérieure des PMA africains où le rapport entre les recettes fiscales et le PIB est supérieur à 20 p. 100 dans la plupart des cas pour une propension marginale à épargner d'environ 3 p. 100, les participants à la réunion ont mis l'accent sur la nécessité de compléter les mesures fiscales et monétaires de mobilisation des ressources nationales par des politiques de mise en valeur des ressources humaines, ces ressources constituant la principale richesse des PMA africains. Ils ont d'autre part demandé qu'il soit tenu compte des caractéristiques physiques et socio-économiques (superficie, population, niveau de développement etc.) de chaque PMA africain dans la formulation des différentes politiques. Certains participants ont souligné le fait que les ressources nationales peuvent être mobilisées notamment de trois manières :

a) en lançant des politiques d'accroissement du revenu des ménages, notamment ruraux;

b) en développant l'agriculture et en promouvant les petites et moyennes industries par une politique de crédit adéquate;

c) en créant des entreprises multinationales africaines pour pallier aux difficultés que les PMA africains éprouvent individuellement à effectuer de gros investissements.

45. La stagnation ou la diminution du volume d'aide accordé aux PMA africains, ouvrirait des perspectives pessimistes pour les années à venir devant lesquelles les PMA africains s'étaient déclarés très soucieux. Aussi ont-ils mis l'accent sur la nécessité d'établir les plans et programmes de développement en fonction des ressources disponibles (nationales en particulier) afin de réduire la dépendance de plus en plus grande des PMA africains vis-à-vis de l'aide extérieure. Comme goulots d'étranglement à la mobilisation des ressources nationales, la réunion a mentionné entre autres : a) le gaspillage et la mauvaise gestion des ressources disponibles; b) les inégalités de traitement qui font peser sur les ménages ruraux de lourdes charges fiscales alors que les ménages urbains bénéficient de subventions pour l'achat des produits de première nécessité.

46. Le représentant du PNUD a dit qu'en raison de l'insuffisance des annonces de contributions au PNUD, son organisation avait sensiblement réduit ses activités dans les pays en développement et en particulier dans les pays africains les moins avancés, ce qui avait provoqué une forte déception dans un grand nombre de pays. Il a également indiqué que les PMA africains devraient faire preuve de plus de rigueur dans la gestion des ressources mises à leur disposition.

47. Certaines délégations ont mentionné les efforts déployés par les PMA africains pour utiliser rationnellement l'assistance extérieure dont ils bénéficiaient mais ont indiqué que dans la plupart des cas ces ressources n'étaient pas gérées directement par les pays bénéficiaires. Les conditions des prêts et de l'assistance technique, y compris l'établissement d'études détaillées concernant des projets, compromettraient les efforts des PMA. Les participants ont donc demandé qu'il soit procédé à des réformes des méthodes de gestion aussi bien du côté des PMA africains que de celui des bailleurs de fonds afin que puissent être résolus les conflits qui surgissaient souvent entre les priorités nationales des premiers et les critères d'octroi et les intérêts des seconds.

48. La réunion a mis l'accent sur la nécessité de réaliser des études spécifiques et approfondies par pays sur les problèmes posés par la mobilisation et l'utilisation optimale des ressources nationales. Il a été généralement admis que la crédibilité des Pays africains les moins avancés serait grandement renforcée s'ils faisaient preuve d'une volonté et d'une capacité de mobiliser leurs ressources propres. Ainsi l'aide extérieure serait perçue comme un phénomène temporaire et non comme un mécanisme permanent comme cela semble être le cas actuellement. Les participants ont également insisté sur la nécessité pour les pays africains les moins avancés de modifier fondamentalement leur modes de consommation notamment dans les milieux urbains de façon à promouvoir l'épargne et la canaliser vers les investissements productifs. D'une façon générale, il a été admis, que la faiblesse des revenus ne saurait être un frein à l'effort d'épargne car le monde rural où se trouve la grande majorité des populations à faible revenu est celui sur qui repose la lourde charge de financer le développement de nombreux pays africains y compris les Pays africains les moins avancés. A cette fin les participants ont souligné la nécessité d'une meilleure gestion des économies des PMA africains et ont demandé notamment que le coût du développement soit réparti plus équitablement entre le secteur urbain et le secteur rural, que l'on supprime les subventions aux biens de consommation dans les zones urbaines et que l'on mette un terme aux fuites de devises étrangères.

Examen des activités exécutées par la CEA en 1982-1983 et de son programme de travail pour la période 1984-1985 en faveur des pays africains les moins avancés (point 9 de l'ordre du jour)

49. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/LDCs.3/5 intitulé "Examen des activités menées par la CEA au cours des années 1982-1983 et de son Programme de travail 1984-1985 pour les pays africains les moins avancés". Ce document, qui récapitulait les activités menées par le secrétariat en 1982 et celles prévues pour 1983, portait sur les principales études et activités de recherche réalisées ou devant être effectuées, l'accent étant mis sur les principales composantes du programme de travail au cours de la période 1984-1985. Les études déjà réalisées en 1982 et présentées au Comité intergouvernemental d'experts comprenaient une étude de la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés, une étude sur les moyens de mobiliser efficacement les ressources intérieures dans les pays africains les moins avancés et une évaluation de la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés. D'autres domaines d'activités concernaient l'organisation par le secrétariat de la deuxième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés, dont le secrétariat avait assuré le service et qui s'était réunie les 26 et 27 avril 1982 à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne), réunion qui avait été elle-même précédée d'une réunion préparatoire du Comité intergouvernemental d'experts; la participation du secrétariat à différentes conférences et réunions dont les principaux thèmes concernaient la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action telles que les tables rondes et les réunions de consultation avec les bailleurs de fonds organisées par certains pays africains les moins avancés,

la dix-huitième session du Comité de la planification du développement de l'ONU au cours de laquelle la demande de cinq pays africains souhaitant figurer sur la liste des pays les moins avancés avait été examinée, la consultation interinstitutions sur le suivi du nouveau Programme substantiel d'action et la deuxième réunion des institutions financières d'aide bilatérale et multilatérale et des organismes d'assistance technique et des pays les moins avancés bénéficiaires pour évaluer les résultats des décisions de la Conférence de Paris et les mesures de suivi de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action. Le représentant du secrétariat a également informé les participants que, à la demande des gouvernements des différents pays africains les moins avancés, la CEA avait fourni une assistance technique dans le cadre de la préparation des réunions de consultation, effectué des études économiques par pays et accordé son assistance dans des domaines tels que l'agriculture, l'industrie, la mise en valeur des ressources naturelles, l'énergie, les statistiques, les transports, etc.

50. En ce qui concerne le programme de travail de la Commission en faveur des pays africains les moins avancés, le représentant du secrétariat a informé les participants que, conformément aux résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, à la résolution 122 (V) de la CNUCED et, surtout aux résolutions 397(XV), 456(XVII) et 457 (XVII) de la Conférence des ministres de la CEA, le secrétariat avait élaboré, en faveur des pays africains les moins avancés, un programme spécial dont les points essentiels consistaient à fournir des services techniques consultatifs en vue d'aider les pays africains les moins avancés à entreprendre des études socio-économiques approfondies, à élaborer des plans et des politiques nationaux de développement socio-économique et à organiser des tables rondes avec les bailleurs de fonds; à offrir à ces pays des possibilités de formation en cours d'emploi de manière à leur permettre d'élaborer des études socio-économiques, et à former des planificateurs et des programmeurs en nombre suffisant afin d'accroître la capacité de ces pays en matière de planification du développement et de programmation; à les aider à établir des programmes nationaux et régionaux, à mobiliser des ressources extérieures et intérieures et à mettre au point les dispositions permettant de coordonner, de surveiller et de réexaminer le nouveau Programme substantiel d'action afin qu'ils tirent au niveau national le maximum d'avantages des incidences réciproques des projets et des programmes. En ce qui concerne les préparatifs de la quatrième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés, le représentant du secrétariat a informé les participants qu'un certain nombre d'études devaient être effectuées en 1983 et notamment une étude des conditions économiques et sociales dans les pays africains les moins avancés dans laquelle on examinerait l'efficacité des politiques nationales et les répercussions des facteurs externes sur les économies des pays africains les moins avancés ainsi qu'une évaluation des tendances économiques en vue de la formulation de politiques appropriées; une évaluation des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action dans le cadre de l'examen global à mi-parcours de 1985; une évaluation de

la situation des disponibilités alimentaires dans les pays africains les moins avancés comportant une analyse critique des stratégies et des politiques nationales et l'étude des capacités et des programmes en matière de production alimentaire ainsi que des mesures d'appui internationales et des choix de politique intérieure nécessaires. Le représentant du secrétariat a ensuite fait ressortir les principaux éléments du programme de travail pour l'exercice biennal 1984-1985 en faveur des pays africains les moins avancés; ces principaux éléments étant l'assistance technique et les services consultatifs; l'étude des conditions économiques et sociales dans les pays africains les moins avancés; les mesures de suivi et de contrôle du nouveau Programme substantiel d'action; l'établissement de monographies approfondies sur les conditions économiques et sociales dans les pays africains les moins avancés; le service des réunions des organes de la Commission pour les pays africains les moins avancés.

51. Au cours des débats qui ont suivi, un représentant a déclaré que l'une des questions de fonds inscrites à l'ordre du jour de la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) qui devait se tenir à Belgrade en juin 1983 était l'évaluation des progrès réalisés dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action. En guise de préparation à cette réunion, la Conférence des ministres africains du commerce et des finances qui s'était tenue à Libreville (Gabon) en février 1983 avait adopté une résolution sur le nouveau Programme substantiel d'action et la réunion du Groupe des 77 qui s'était tenue à Buenos Aires (Argentine) avait également adopté une recommandation sur le même sujet et proposé que ces documents déterminent la position des pays africains les moins avancés à la sixième réunion de la CNUCED.

52. Un autre représentant a fait remarquer qu'il serait bon de préciser les fonctions de la section des pays africains les moins avancés qui avait été créée au sein du secrétariat de la CEA en vue de permettre aux pays africains les moins avancés de mieux profiter de son programme d'activités pratiques. Il a déclaré que les résultats encourageants de la Table ronde des bailleurs de fonds organisée par son pays en décembre 1982 témoignaient clairement de la volonté des donateurs d'aider son pays dans ses efforts de développement. Il a, pour terminer, félicité le secrétariat de la CEA pour les efforts qu'il déployait en vue d'apporter une assistance aux pays africains les moins avancés et s'est déclaré particulièrement satisfait de l'étude réalisée par le secrétariat sur les incidences de la participation de son pays à la Zone d'échanges préférentiels et au projet de communauté économique des Etats d'Afrique centrale; cette étude permettrait à son Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la participation de son pays à l'un ou l'autre de ces deux groupements économiques sous-régionaux.

53. Dans une brève allocution le représentant du PNUD a indiqué que, compte tenu de la longue expérience du PNUD, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement en matière de planification et d'élaboration de programmes pour les pays africains et des ressources affectées par ces

institutions à l'exécution de ces projets, la CEA devrait examiner la possibilité de les associer à son programme de travail pour 1984-1985 pour leur permettre de fournir aux pays africains les moins avancés des services consultatifs en matière de planification, de programmation et de préparation de projets. Il a également suggéré que l'ONUDI et la FAO soient associées respectivement à l'étude sur l'utilisation des capacités industrielles et à celle sur l'évaluation des stratégies alimentaires dans les pays africains les moins avancés.

54. En réponse aux questions posées, le représentant du secrétariat a déclaré que la Section des pays africains les moins avancés avait été créée au sein de la CEA à la suite d'une résolution adoptée par la Conférence des ministres de la CEA en avril 1980. Cette section était notamment chargée de réaliser des études thématiques socio-économiques approfondies sur les pays africains les moins avancés, y compris les pays sans littoral et les pays insulaires, de rassembler et d'analyser les données et renseignements appropriés sur l'évolution de la situation socio-économique dans les pays africains les moins avancés en vue d'assurer le succès de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action, d'apporter aux pays africains les moins avancés une assistance en matière de planification, de programmation et de préparation de projets et de les aider à préparer et à organiser leurs réunions de consultation. Le représentant du secrétariat a par ailleurs déclaré qu'en raison du caractère multidimensionnel du nouveau Programme substantiel d'action, toutes les divisions organiques du secrétariat de la CEA participaient au programme spécial de la CEA en faveur des pays africains les moins avancés, ce qui avait amené la Commission à créer un comité permanent interdivisions. Le rôle de la Section des pays africains les moins avancés était de coordonner les activités exécutées par toutes les divisions du secrétariat de la CEA au titre de ce programme. S'agissant des institutions spécialisées des Nations Unies et autres organismes, le représentant du secrétariat a déclaré que le programme de travail serait exécuté en étroite collaboration avec d'autres organisations compétentes notamment le PNUD, la Banque mondiale, la BAD, l'ONUDI et la FAO qui seraient associés aux programmes mentionnés par le représentant du PNUD.

55. Les participants à la réunion ont adopté le projet de programme de travail et convenu de le soumettre à la prochaine réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés en vue de son approbation.

ANNEXE I

Projet de résolution sur les mesures visant à accélérer l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays africains les moins avancés

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 397(XV) du 12 avril 1980 dans laquelle la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés s'est vu confier la coordination des efforts, l'établissement des priorités, le suivi et l'évaluation des progrès réalisés dans le cadre du nouveau Programme global d'action en faveur des pays africains les moins avancés,

Rappelant la résolution 36/194 de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 17 décembre 1981 faisant sien le nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés adopté par la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés le 14 septembre 1981,

Notant les immenses efforts déployés par les pays africains les moins avancés dans la préparation de leurs réunions de consultation nationales, en particulier pour élaborer des politiques destinées à mener à bien leurs programmes rationales, en particulier pour élaborer des politiques destinées à mener à bien leurs programmes nationaux,

Se déclarant profondément préoccupée devant les résultats décevants de la deuxième réunion tenue en octobre 1982 à Genève entre les organismes bilatéraux et multilatéraux d'assistance financière et technique et les pays les moins avancés,

Notant que les réunions de consultation organisés jusqu'ici n'ont pas répondu pleinement à l'attente des pays les moins avancés, les engagements des pays, institutions et organismes donateurs n'ayant pas été conformes à ce qui était prévu dans le nouveau Programme substantiel d'action,

Rappelant à cet effet la résolution 37/224 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1982 qui invite notamment les pays et organismes donateurs à honorer leurs engagements, tels qu'ils sont énoncés aux paragraphes 61 à 69 du nouveau Programme substantiel d'action, de manière à réaliser un accroissement sensible des ressources fournies pour le développement des pays les moins avancés,

Prenant acte des rapports établis respectivement par la CEA et le secrétariat de la CNUCED sur l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays les moins avancés et qui soulignent qu'il n'y a pas eu d'accroissement sensible du volume d'aide en faveur des pays africains les moins avancés au cours des années 1981-1982,

Prenant acte en outre de la déclaration faite à Libreville en février 1983 par les ministres africains du commerce sur l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays les moins avancés, déclaration approuvée en outre par le Groupe des 77 à la réunion préparatoire tenue à Buenos Aires en mars 1983,

Ayant présente à l'esprit la résolution 457(XVII) de la Conférence des ministres en date du 30 avril 1982 sur l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans le cadre de l'autosuffisance nationale et collective,

1. Réaffirme que la responsabilité essentielle du développement incombe aux pays africains les moins avancés eux-mêmes et que l'aide extérieure ne constitue, pour ces pays, qu'une ressource d'appoint ne revêtant aucun caractère permanent;

2. Invite les pays africains les moins avancés à intensifier leurs efforts pour concevoir des mesures pratiques en vue de mobiliser les ressources intérieures aux fins du développement, et d'assurer une meilleure gestion de l'économie;

3. Demande instamment aux pays développés et aux pays en développement qui sont en mesure de le faire, aux institutions multilatérales de financement du développement, aux organismes et aux institutions spécialisées des Nations Unies de prendre immédiatement des mesures concrètes afin d'accélérer l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés;

4. Invite en particulier les pays et organismes donateurs à honorer leurs engagements concernant le volume de l'aide, notamment l'objectif de 0,15 p. 100 du PNB des pays donateurs au titre de l'assistance aux pays les moins avancés et le doublement du volume de l'aide à ces pays d'ici à 1985;

5. Invite les pays et organismes donateurs à prendre des mesures concrètes au pour veuiller respect des engagements qu'ils ont pris lors des réunions de consultation nationales organisées jusqu'ici, ou qu'ils prendront lors des réunions à organiser dans l'avenir, afin de permettre aux pays intéressés d'exécuter au mieux leurs programmes;

6. Invite également les pays donateurs et les institutions multilatérales de financement du développement à améliorer d'urgence la qualité et l'efficacité de l'aide aux pays africains les moins avancés en vue de permettre à ceux-ci d'utiliser, avec plus d'efficacité et de diligence, les ressources qui leur sont fournies;

Demande au Secrétaire exécutif de la CEA de fournir, en collaboration avec les organismes chefs de file, une aide aux pays africains les moins avancés dans tous les aspects de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action et, en particulier, de les aider a) à effectuer, sur la demande des gouvernements intéressés, des études visant à permettre aux PMA de mobiliser leurs ressources intérieures en vue du développement; b) à mettre en place des mécanismes nationaux de suivi des réunions de consultation et à assurer le suivi de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action; et, d'une manière générale, de les aider à réaliser une croissance économique et un développement autonomes et auto-entretenus;

8. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA de porter le texte de la présente résolution à l'attention de la CNUCED à sa sixième session.

Projet de résolution sur la première série de réunions de consultation
à l'intention des pays africains les moins avancés

La Conférence des ministres,

Rappelant les paragraphes 110 à 116 du nouveau Programme substantiel d'action et la résolution 37/224 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1982, dans laquelle il est instamment recommandé que la première série de réunions de consultation sur l'exécution, au niveau national, du nouveau Programme substantiel d'action soit achevée en 1983;

Considérant les enseignements tirés jusqu'ici des tables-rondes organisées par six des pays africains les moins avancés;

Consciente du fait que, compte tenu des cinq nouveaux pays africains admis dans le groupe des pays les moins avancés en vertu de la résolution 37/133 de l'Assemblée générale, il reste encore 20 pays parmi les pays africains les moins avancés qui doivent organiser des réunions de consultation;

Consciente également du fait que la tenue, à des dates rapprochées, de ces réunions dans le but de respecter la date limite fixée à 1983, aura des conséquences défavorables sur les résultats finals;

Notant avec préoccupation que la tendance actuelle à la baisse de l'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés est incompatible avec les engagements consignés dans le nouveau Programme substantiel d'action;

Convaincue que les réunions de consultation devraient constituer un mécanisme permettant aux pays les moins avancés bénéficiaires et aux pays et organismes donateurs de prendre des décisions concrètes et non pas un simple lieu d'échange de vues sur les besoins en matière de développement des différents PMA, compte tenu, en particulier, de l'importance que ces derniers attachent à ces réunions de consultation et des dépenses que leur organisation entraîne;

1. Invite tous les pays africains les moins avancés qui n'ont pas encore organisé de réunions de consultation à tenir, d'urgence, des consultations de haut niveau entre eux et avec les organismes chefs de file en vue de revoir les dates de ces réunions et de les échelonner, le cas échéant, jusqu'à la fin de 1984, étant entendu que la dernière devra se tenir avant l'examen à mi-parcours prévu pour 1985;

2. Demande à l'Organisation des Nations Unies sur le commerce et le développement d'envisager, à sa sixième session, la possibilité de permettre, à titre exceptionnel, aux pays africains les moins avancés d'organiser la première série de réunions de consultation au-delà de la date limite recommandée au paragraphe 114 du nouveau Programme substantiel d'action et dans la résolution 37/224, de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1982, compte tenu de l'issue des consultations de haut niveau;

3. Prie les pays africains les moins avancés de mettre en place un mécanisme efficace pour assurer le suivi des réunions de consultation;

4. Prie instamment les organismes des Nations Unies de coordonner de façon efficace leurs activités en vue d'aider les pays africains les moins avancés à préparer les réunions de consultation de façon à permettre une utilisation optimale des ressources dont disposent ces organismes;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la CEA, en collaboration avec les organismes chefs de file, de procéder à une évaluation périodique des résultats que les réunions de consultation auront permis d'obtenir, et à une évaluation globale à l'issue de la première série de réunions de consultation;

6. Invite les Etats membres à s'assurer, lors de l'organisation de leurs réunions de consultation, qu'ils disposent, dans la mesure du possible, de projets bien précis, et à prendre dûment en considération les dimensions régionales de leurs programmes, conformément aux dispositions du nouveau Programme substantiel d'action;

7. Invite en outre les pays développés à participer pleinement aux réunions de consultation par pays afin que des engagements concrets et des décisions définitives puissent être pris;

8. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire général de la CNUCED d'attirer l'attention des participants à la sixième session de la CNUCED, lors de l'examen du point 12 de l'ordre du jour, sur les dispositions de la présente résolution.